

**L'ÉDITO**par **Philippe LAWSON**

# Service de qualité

**Des milliers de fonctionnaires battront le pavé aujourd'hui pour défendre leur statut. Ils contestent la suppression du congé maladie, ces fameux 21 jours par an que les agents des services publics fédéraux peuvent reporter d'une année à l'autre** et qu'ils peuvent aussi cagnoter jusqu'à la veille de leur départ à la retraite. Certes, il était temps de revoir le statut du fonctionnaire qui date de 1937 pour l'adapter aux évolutions de notre société et de notre mode de vie. Par ailleurs, le système de congé maladie comporte certainement des abus et mérite une révision en profondeur. Et pour clore le tout, il y a ces préjugés qui poursuivent les fonctionnaires les présentant notamment comme des carotteurs ou des agents qui comptent leurs heures. Ces éléments qui ternissent l'image des agents des services publics sont en partie vrais et que certains contrôles concernant les congés maladie sont sujets à caution. Mais les chiffres sont là et démontrent que peu d'absences pour maladie sont injustifiées. Force est de reconnaître aussi que la grande majorité des fonctionnaires est dévouée à sa tâche. Ceux-ci sont vraiment au service du public, lequel demande des prestations

de qualité et si possible, avec le sourire. Et il y a toujours moyen d'améliorer la qualité du service. Mais l'unanimité syndicale contre la révision du système de congé maladie indique que la concertation sur le sujet n'a pas totalement abouti. On assiste aujourd'hui à un front commun syndical qui dépasse les considérations politiques ou philosophiques. Même le syndicat libéral, censé être proche des thèses du gouvernement fédéral va défiler aux côtés de leurs homologues socialiste et chrétien. Une réforme, aussi justifiée soit-elle, ne peut réussir que si elle est inclusive et laisse une place suffisante au dialogue. Elle ne doit en aucun cas être perçue comme dirigée contre les intérêts des principaux concernés. Les fonctionnaires doivent être convaincus de la justesse de la réforme. C'est ainsi qu'ils pourront la porter et que celle-ci profitera in fine aux citoyens bénéficiaires des services publics. La mobilisation d'aujourd'hui illustre la brutalité d'une réforme (suppression pure et simple du congé maladie) qui ne prévoit pas de mesure de transition. Le fédéral et les syndicats doivent donc trouver un moyen de sortir par le haut.